

**Service Affaires juridiques,
administratives et foncières**

**OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION À TITRE PRÉCAIRE
POUR UNE SALLE SITUÉE À LA MAISON DES SERVICES PUBLICS
D'ANNONAY ENTRE LE DÉFENSEUR DES DROITS ET LA COMMUNE
D'ANNONAY**

Le Maire d'Annonay,

VU la délibération n° 96-2020 du 03 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire conférée par le Conseil Municipal en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et ce pour la durée du mandat,

Considérant que le Défenseur des droits est une autorité administrative indépendante instituée par l'article 71-1 de la Constitution et la loi organique n°2011-333 du 29 mars 2011 chargée de la protection non juridictionnelle des droits et libertés des personnes physiques ou morales en France et de la promotion de l'égalité,

Considérant que la déléguée Ardèche du Défenseur des droits souhaite mettre en place une permanence au sein des locaux de la commune d'Annonay, il y a donc lieu de rédiger une convention de mise à disposition conforme à la législation en vigueur.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La mise à disposition à titre précaire au défenseur des droits d'une salle située à la Maison des Services Publics à Annonay. L'attribution des salles sera fonction de la disponibilité des salles, des besoins spécifiques de l'association, et de l'occupation effective des salles par les autres structures.

ARTICLE 2 : Compte tenu de la nature de l'activité exercée le Défenseur des droits, et du caractère précaire et révocable de la mise à disposition, cette dernière est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : La mise à disposition est consentie au Défenseur des droits à titre précaire et révocable du 1^{er} septembre 2022 au 1^{er} septembre 2023. Elle sera ensuite renouvelable par tacite reconduction chaque nouvelle année dans la limite de cinq fois un an.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Madame Claire HENON, Défenseur des droits, au 3 place de Fontenoy – 75007 Paris.

ARTICLE 5 : Ampliation de la présente décision sera déposée à la Sous-Préfecture de Tournon-sur-Rhône.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de son dépôt à la Sous-Préfecture de Tournon-sur-Rhône et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des juridictions administratives, 184, rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Annonay, le

05 juillet 2022

Le Conseiller Municipal délégué

François CHAUVIN



Transmis en sous-préfecture le : 01 août 2022

Identifiant télétransmission : 007 - 210700100 -
20220502 - 34312 - CC